



Paris 11^e

« DIALOGUE SOCIAL » OU LUTTE DES CLASSES ?

Allons-nous rester au point mort ?

C'est certainement la question que se sont posée la semaine dernière des milliers de personnes bloquées sur la route, dans la moitié nord du pays, à cause des intempéries. Le gouvernement y a été de ses conseils : ne pas se déplacer si on n'en a pas besoin. Le hic, c'est justement que la plupart des travailleurs ont besoin de prendre leur voiture pour ne pas perdre une journée de salaire. La logique aurait voulu que chacun reste chez soi dans les régions touchées, mais pour cela il aurait fallu que la journée soit intégralement payée, et que le gouvernement l'impose aux patrons. Autant demander du lait à un bouc !

Le point mort, bon nombre vont y rester si la taxation du gasoil augmente. La Cour des comptes a calculé que la taxation du gasoil inférieure à celle de l'essence fait « perdre » 7 milliards. Soudainement, le gouvernement et la presse « ont découvert » que le diesel pollue et est dangereux pour la santé. Si bientôt on augmente le prix du gasoil, ou si on condamne les modestes possesseurs de vieilles voitures à en changer, ce sera sûrement pour la santé... du ministère des Finances !

Le gouvernement, courroie de transmission du patronat

En revanche, le train de mesures antisociales du gouvernement n'est pas au point mort. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a averti : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Et de nous envoyer de soi-disant « experts » agiter la perspective d'un déficit des caisses de retraite de 20 milliards d'euros en 2017. 20 milliards ? C'est le montant du crédit d'impôt aux entreprises voté par l'Assemblée nationale « socialiste » en décembre dernier.

Et voilà que le gouvernement et le Parti socialiste reprennent la vieille rengaine pour nous faire travailler plus longtemps : l'espérance de vie augmente, il faudrait donc travailler plus longtemps. C'était naguère l'argumentaire sarkozyste, décalqué de celui du Medef. Le

changement, ce n'est donc pas maintenant ! Mais si la durée de vie s'est allongée (et tant mieux !), la productivité du travail a augmenté encore plus. Un progrès qui a largement bénéficié au patronat et dont on veut de plus en plus priver les travailleurs, en activité ou à la retraite.

En fait, c'est surtout le chômage de masse qui pèse sur les caisses de retraite en réduisant le nombre de cotisants. Malgré les promesses, le gouvernement ne veut pas s'en prendre à ce fléau. Car pour cela, il faudrait s'attaquer aux licenciés, aux destructeurs d'emplois pour les empêcher de nuire ; aux patrons de PSA, de Goodyear, de Renault, de Sanofi, d'Arcelor... et à l'État lui-même.

Au lieu de cela, Hollande annonce des « choix courageux » dans l'année, comprenez une nouvelle réforme des retraites. Mais il ne pourrait pas y arriver tout seul. Il s'appuie sur le « dialogue social » (ou plutôt anti-social) entre les chefs des syndicats et ceux du patronat. Après l'accord flexisécurité signé par la CFDT, la CGC et la CFTC, voici celui sur les retraites complémentaires signé par FO, la CFDT et la CFTC, qui prévoit une désindexation des pensions par rapport à l'inflation pendant 3 ans. Soit une économie de 2 milliards sur le dos des retraités. Voilà la mécanique bien huilée de la marche arrière sociale.

Avancer ensemble ou reculer chacun

Les sacrifices demandés n'annoncent aucun répit par la suite. En Grèce, les mesures d'austérité succèdent sans fin aux mesures d'austérité. Seule la lutte d'ensemble, fédérant toutes les mobilisations isolées, pourra les faire reculer. Mais cela se prépare. Pour cela, il faudrait que les chefs des confédérations syndicales arrêtent de passer leur temps à « dialoguer » avec les patrons et le gouvernement et de nous inviter de temps en temps à une simple promenade inoffensive. Le patronat et le gouvernement nous combattent, il faut faire de même, donc préparer une mobilisation suffisamment puissante pour les arrêter, puis les balayer.

Vive la performance des collègues tunisiens

Téléperformance, première place mondiale des centres d'appels, emploie 6000 salariés en Tunisie. Ce prestataire de FT croyait pouvoir y régner en toute impunité à coups de bas salaires.

Le 26 février dernier elle prétendait licencier tout un groupe de salariés, y compris des militants syndicaux par conseil de discipline.

Mais sa décision est contestée. Des salariés occupant le siège ont entamé une grève de la faim et une grève de solidarité s'étend à toutes les succursales du pays.

Les travailleurs ont délogé Ben Ali. Cela a leur donné de la force pour résister à leurs patrons. Avec l'idée de les déloger à leur tour ?

Suicides au bout de la ligne

La série noire des suicides se poursuit. Quatre depuis le début de l'année ! Le dernier en date, un cadre de Pau s'est immolé par le feu. Il venait d'être accusé de fraude, mis à pied et de subir les interrogatoires très particuliers du Pôle Enquête, sorte de police parallèle créée par FT.

Leurs méthodes sont dénoncées depuis des années : enquête à charge, non respect du contradictoire et de la présomption d'innocence. Ces pratiques s'abattent souvent sur des militants syndicaux comme l'était ce collègue.

La violence du management pousse trop de collègues à l'épuisement, à la dépression ou suicide. Ripostons aux attaques contre chacun car elles sont des attaques contre tous !

Valls défend les (patrons) voyous

Les salariés de Goodyear, dont l'usine est menacée de fermeture, se sont heurtés aux CRS. Valls promet des poursuites judiciaires contre les salariés qu'il accuse de violences mais rien contre le patron de Goodyear qui jette les gens à la rue !

Toute la violence est autorisée à ceux d'en haut, le moindre écart est puni à ceux d'en bas s'ils osent se défendre ! Il voudrait qu'on se laisse faire ? Non !

Une visite grésillante

En visite dans le quartier populaire des Grésilles à Dijon, Hollande s'est fait interpellé par un syndicaliste : « Elles sont où vos promesses ? » Ni une, ni deux, il est évacué manu militari. Les autres protestataires sont tenus à l'écart par le service d'ordre. Le lendemain, Hollande affirme que « tous ceux qui veulent l'interpeller peuvent le faire ». Quoi de plus « normal » de dire blanc tout en faisant noir pour un président qui mène une politique d'austérité tout en ayant promis le contraire ?

Météo : Alerte Orange à Raspail

Les 12 et 13 mars, face à l'ampleur de la giboulée la préfecture invitait les usagers à rester chez eux, tandis qu'à Raspail, la direction, sans octroyer de dérogation d'horaires, en appelait à la plus grande prudence pour cause de trottoir givré... Mais dans le même temps, des ouvriers intervenaient sur le toit. Cherchez l'erreur.

Des milliards qui en cachent d'autres

Les sociétés du CAC 40 ont fait 53 milliards d'euros de profits cette année. Une baisse de 28 % due à une manœuvre comptable, la même que celle de PSA, la « dépréciation d'actifs » : ces « pertes » sont fictives ; elle ne deviendraient réelles que s'ils décidaient de vendre leurs propriétés. En attendant, cela leur permet des diminutions d'impôts. Pour preuve, le cash immédiatement disponible de Total, 18 milliards, de PSA, 11 milliards, etc... et la hausse de 17 % du nombre de milliardaires dans le monde, soit 1 426 cumulant la somme de 5 400 milliards d'euros. Il n'y a qu'à se servir.



« La priorité », c'est de ne pas se diviser

Les amis de Frigide Barjot, variante « branchée » de Christine Boutin, viennent de sortir une série d'affiches en prévision de leur défilé du 24 mars contre le mariage pour tous : « La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay » ou encore « On veut du boulot, pas du mariage homo ». Ces homophobes des beaux quartiers se moquent bien de la situation des travailleurs, mais ils cherchent à les opposer entre eux, comme le fait déjà le FN en stigmatisant les immigrés.

Le mariage pour tous n'est pas un problème : c'est un droit élémentaire. Ce n'est pas en empêchant un(e) collègue homo de pouvoir se marier qu'on sauvera nos emplois, c'est en luttant tous ensemble contre le patronat. « Tous ensemble, tous ensemble, grève, grève », c'est bien cela que scandent les travailleurs de PSA Aulnay. Pour les soutenir financièrement leur grève qui dure depuis 10 semaines :

<http://www.soutien-salaries-automobile-93.org>

